

Édith Cresson, Histoires françaises: les négociations de la PAC et les agriculteurs français

Légende: Dans son livre, Histoires françaises, Édith Cresson, ancien ministre de l'Agriculture, évoque ses relations avec les agriculteurs français et les grandes négociations européennes sur la Politique agricole commune (PAC).

Source: CRESSON, Édith. Histoires françaises. Paris: Éditions du Rocher, 2006. 300 p. ISBN 2 268 06015 2.

Copyright: (c) Éditions du Rocher

URL:

http://www.cvce.eu/obj/edith_cresson_histoires_francaises_les_negociations_de_la_pac_et_les_agriculteurs_francais-fr-ed859e13-4674-4b54-befa-3ef93b2ad4df.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Édith Cresson, *Histoires françaises: les négociations de la PAC et les agriculteurs français*

[...]

Plusieurs mois après, dans une ferme normande que je visitais, un matin, ils n'étaient pas moins de trois cents. Ils ont voulu me jeter dans une fosse à purin, alors que j'étais seule avec deux policiers. Je n'ai pas esquivé pour autant la réunion publique de l'après-midi. Je me souviens aussi qu'à la coopérative d'Ancenis - plutôt à gauche -, dirigée par mon ami Bernard Thureau, une haie des forces de l'ordre me séparait des paysans à qui je m'adressais. Je me demandais dans quel pays j'étais... Je me suis dit que, si je ne pouvais pas parler aux paysans de ma propre patrie sans un barrage défensif, c'est que quelque chose ne fonctionnait pas.

Cela étant, je leur ai obtenu les meilleurs prix qu'ils aient eus à Bruxelles lors de la discussion annuelle, au terme d'une interminable nuit avec mes homologues européens.

Il faut savoir que la position de la France est particulièrement délicate, puisque, produisant de tout, elle ne peut céder sur rien. On discutait toute la nuit. Dans les couloirs, les assistants dormaient, affalés sur les fauteuils comme dans le château de la Belle au bois dormant. Autour de la table des négociations on guettait la fatigue des ministres et de leurs conseillers. Le «compromis» arrivait avec le retour du jour. La politique défendue par tous les gouvernements français, quelle que soit leur sensibilité, vise avant tout à assurer l'indépendance alimentaire - le souvenir des pénuries est resté très prégnant dans la mémoire collective. Les prix de soutien à la production puis à l'exportation autorisent cette productivité, même si elle a indiscutablement des effets pervers dans les échanges mondiaux et notamment pour les pays en développement. C'était un bras de fer permanent. Par exemple, alors qu'il était conseillé aux producteurs de limiter la production des volailles pour éviter l'effondrement des cours, des poulaillers clandestins ont fleuri un peu partout en Bretagne : à Rennes j'ai vu des manifestations, véritables émeutes au cours desquelles les producteurs jetaient des œufs sur tous les bâtiments. L'odeur était terrible. Et encore plus ce sentiment d'impuissance. Comment assurer un revenu décent à chaque producteur si les cours s'effondrent ?

Il est certain que la politique agricole commune ne pourra pas durer. Et Tony Blair n'a pas tout à fait tort, lorsqu'il dit qu'il veut bien négocier la compensation britannique, moyennant un renoncement français à certains éléments de la PAC. Cette dernière doit être repensée dans sa globalité, avec les produits agricoles pour la nourriture mais aussi pour d'autres usages : l'énergie bien sûr et le textile pour lesquels il faut encourager la recherche. Tout cela revient à dire que la PAC et sa future réforme sont indissociables des autres secteurs de l'économie et d'une volonté affirmée de pousser la recherche des produits agricoles pour d'autres usages.

[...]